

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET  
D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DE LA  
REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

**Convention collective de travail du 07 janvier 2003 relative à la création  
d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social Old Timer".**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. - *Champ d'application***

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, agréés et/ou subventionnés par l'Agence Wallonne pour l'Intégration de la Personne Handicapée, ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés. *et dont l'activité principale est exercée en Région wallonne*

Art. 2.1. On entend par travailleurs :

- les employées et employés,
- les ouvrières et ouvriers.

**CHAPITRE II. - *Dénomination, siège social, objet, durée***

Art. 3. Il est institué, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003, un fonds de sécurité d'existence dénommé «Fonds social *Old Timer*».

Art. 4. Le siège du Fonds social est établi au 48, Quai du Commerce à 1000 Bruxelles.

Art. 5.1. Le Fonds social a pour objet de recevoir, gérer et affecter aux objectifs en vue desquels elles sont destinées, les cotisations mensuelles versées par les employeurs visés à l'article 1 pour financer les aménagements de fin de carrière professionnelle des travailleurs visés aux articles 1 et 2. Le Fonds social détermine les montants de la cotisation mensuelle versées par les employeurs.

Le Fonds social a aussi pour objet de recevoir, gérer et affecter, les subventions octroyées en vue de réaliser les mêmes objectifs.

5.2. Dans le cadre de ses missions, le Fonds peut utiliser une partie des produits financiers pour couvrir les frais de personnel et d'administration. Les frais d'administration sont fixés annuellement par le comité de gestion du Fonds.

Art. 6. Le Fonds social est institué pour une période indéterminée débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

### CHAPITRE III. - Administration

Art. 7.1. Le Fonds social est géré par un comité de gestion paritaire, le nombre et la répartition des mandats sont fixés par la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone. Ils sont présentés par moitié, respectivement par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations représentatives des travailleurs.

7.2. A titre consultatif siègent aussi un représentant du ministre qui a dans sa compétence un des secteurs d'activités qui ressortit à la sous-commission paritaire 319.02 (accueil et hébergement des personnes handicapées, aide à la jeunesse, aide à l'enfance, adultes en difficultés, maisons maternelles, etc.) et un membre de l'administration du secteur d'activités qui agréé les services.

7.3. Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période de 4 ans.

7.4. Le mandat de membre du comité de gestion prend fin :

- en cas de démission ou de décès de l'intéressé ;
- lorsque son mandat est révoqué par l'organisation qui l'a présenté ;
- lorsque son mandat arrive à son terme.

7.5. Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Art. 8. Les gestionnaires du Fonds social ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 8. Les gestionnaires du Fonds social ~~ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.~~

Art. 9. Le comité de gestion choisit par période de deux années, un président et un vice-président parmi ses membres issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

Art. 10. 1. Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds social, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts. Il doit établir un règlement d'ordre intérieur.

10.2. Le comité de gestion est valablement représenté dans toutes ces actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, par le président du comité de gestion ou le membre qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Art. 11. Le comité de gestion a notamment pour mission :

- a) de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds social ;
- b) d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
- c) de déterminer annuellement les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles à consacrer à ces frais.

Ceux-ci sont couverts en premier lieu par les intérêts des capitaux provenant du versement des subventions et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les subventions dont le comité de gestion fixe le montant.

d) de transmettre chaque année, au cours du moins de juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Art. 12. 1. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du Fonds social, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la

moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'a la demande d'une organisation représentée.

12. 2. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Art. 13. 1. Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que les membres de la délégation des employeurs, est présente.

13.2. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Art. 14. Le Fonds tient une comptabilité analytique faisant apparaître les mouvements financiers pour les différents secteurs et la gestion financière est réalisée en utilisant des comptes bancaires spécifiques. Les frais communs sont répartis proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la mesure d'aménagement de fin de carrière.

Art. 15. Tous les ans, le Fonds détermine, pour chaque secteur d'activités, avec le Ministre concerné le montant du surplus financier qui ne s'avère pas nécessaire au Fonds pour remplir ses obligations et assurer la pérennité du système. Ce surplus est versé au pouvoir subsidiant du secteur en question (AWIPH, Communauté française, Région wallonne, etc.).

Art. 16. Bilan et comptes.

Le bilan et les comptes sont clôturés au 31 décembre.

Art. 17. Financement

Les moyens financiers du Fonds sont constitués par :

- le produit des cotisations mensuelles des employeurs ;
- les intérêts des placements, ceux-ci ne pouvant se réaliser sous la forme d'actions ou d'obligations ;
- les interventions financières des pouvoirs publics destinés à soutenir les dispositifs de fin de carrière ;

- 9
- les autres moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu d'une convention collective de travail.

#### CHAPITRE IV. - *Allocations, bénéficiaires*

Art. 18. Les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds social dans le cadre de l'aménagement des fins de carrière professionnelles des travailleurs sont fixées par le comité de gestion du Fonds.

Art. 19. La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement des cotisations dues par l'employeur.

Art. 20. Contrôle.

1. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désigne au moins un expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du Fonds social.

2. Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

En outre, il informe régulièrement le comité de gestion du Fonds social des résultats de ses investigations et il fait les recommandations qu'il juge utiles.

#### CHAPITRE V. - *Dissolution et liquidation*

Art. 21. Le Fonds social ne peut être dissout que par décision unanime de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, qui prend ses effets à l'expiration du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette décision a été prise.

La Sous-commission paritaire désigne les liquidateurs qu'elle choisit parmi les membres du comité de gestion et définit leurs pouvoirs.

L'actif net des avoirs est attribué proportionnellement aux montants des cotisations mensuelles versées par les employeurs de chaque secteur d'activités au pouvoir subsidiant de ce secteur.

## CHAPITRE VI. - *Dispositions finales*



Art. 2~~1~~ La présente convention collective de travail entre en vigueur 1<sup>er</sup> janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Le délai de six mois prend cours a partir de la date a laquelle la lettre recommandée est envoyée au président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

26 -11- 2003

08 -12- 2003

NR.  
N°

PARITAIR SUBCOMITE VOORDE OPVOEDINGS- EN  
HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, HET  
WAALSE GEWEST EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst van 07 januari 2003 tot oprichting van een fonds voor  
bestaanszekerheid, genaamd "Sociaal Fonds Old Timer"

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, erkend en/of gesubsidieerd door "l'Agence Wallonne pour l'Intégration de la Personne Handicapée", evenals op de werknemers en op de werkgevers van de instellingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen als ~~deze die erkend en/of~~ gesubsidieerd worden door AWIPH en die niet erkend of gesubsidieerd worden. *en waarvan de loopbaan wordt vericht in het Waalse Gewest*

Art. 2. Onder werknemers wordt verstaan:

- de mannelijke en vrouwelijke bedienden;
- de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II – Benaming, maatschappelijke zetel, doel, duur

Art.3. Met ingang van 1 januari 2003 wordt er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, "Sociaal Fonds Old Timer" genaamd

Art.4. De zetel van het Sociaal Fonds is gevestigd, Handelskaai, 48, 1000 Brussel.

Art. 5.1. Het Sociaal Fonds heeft tot doel het innen, beheren en aanwenden voor het doel waarvoor ze bestemd zijn van de maandelijkse bijdragen, die gestort worden door de werkgevers, bedoeld in artikel 1, om de indeling van de beroepsloopbaan van de werknemers bedoeld in artikel 1 en 2 te financieren. Het fonds bepaalt de bedragen van de maandelijkse bijdrage die gestort wordt door de werkgevers.

Het Sociaal Fonds heeft eveneens tot doel het innen, beheren en aanwenden van de subsidies die toegekend zijn, met het oog op de verwezenlijking van dezelfde doelstellingen.

Art. 5.2. In het kader van haar taken kan het Fonds een gedeelte van de financiële middelen gebruiken om de personeels- en administratiekosten te dekken. De administratiekosten worden jaarlijks vastgesteld door het beheerscomité van het Fonds.

Art. 6. Het Sociaal Fonds wordt opgericht voor een onbepaalde periode die ingaat op 1 januari 2003.

HOOFDSTUK III - *Beheer*

Art. 7.1. Het Sociaal Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité, het aantal en de verdeling van de mandaten wordt vastgelegd door het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. Zij worden voor de helft voorgedragen, respectievelijk door de beroepsorganisaties van werkgevers en door de representatieve organisaties van de werknemers.

Art. 7.2. Een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor één van de activiteitensectoren die ressorteert onder paritair subcomité 319.02 (opvang en huisvesting van personen met een handicap, jeugdzorg, kindercare, volwassenen in moeilijkheden, centra voor integrale gezinshulp, enz.) en een lid van de administratie van de activiteitensector die de diensten goedkeurt zetelen eveneens als raadgever.

Art. 7.3. De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor een periode van 4 jaar.

Art. 7.4. Het mandaat van een lid van het beheerscomité loopt af:

- in geval van ontslag of overlijden van de betrokkene;
- als het mandaat wordt herroepen door de organisatie die hem heeft voorgedragen;
- als zijn mandaat een einde neemt.

Art. 7.5. De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn vernieuwbaar.

Art. 8. De beheerders van het Sociaal Fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen van het Fonds. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij ontvangen hebben.

Art. 9. Het beheerscomité kiest om de 2 jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging. Het wijst eveneens de pers(o)n(en) aan die met het secretariaat wordt(en) belast.

Art. 10.1. Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Sociaal Fonds, binnen de grenzen gesteld door de wet of door deze statuten. Het moet een huishoudelijk reglement opstellen.

2. De raad van beheer wordt geldig vertegenwoordigd in al zijn acties en rechtshandelingen, en dit als eiser en als verweerder, door de voorzitter van het beheerscomité of het lid dat hij voor deze vertegenwoordiging afvaardigt.

Art. 11. Het beheerscomité heeft onder meer tot taak:

- a) eventueel het personeel van het Sociaal Fonds in dienst te nemen en te ontslaan;
- b) controle uit te oefenen en alle maatregelen te treffen die nodig zijn voor de uitvoering van deze statuten;
- c) jaarlijks de administratiekosten, alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen. Deze kosten worden in de eerste plaats gedekt door de interesten van kapitalen uit de storting van bijdragen en eventueel, als aanvulling, door een inhouding op de bijdragen waarvan het beheerscomité het bedrag vaststelt.
- d) elk jaar tijdens de maand juni schriftelijk verslag uit te brengen over de vervulling van zijn opdracht aan het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het ~~Waalse~~ Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.



Art. 12.1. Het beheerscomité vergadert minstens eenmaal per semester ten zetel van het Sociaal Fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij op aanvraag van ten minste de helft van de leden van het beheerscomité, alsmede op aanvraag van één van de vertegenwoordigde organisaties.

12.2. De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Art. 13.1. Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen en beslissen, indien minstens de helft, zowel van de leden van de **werknemersafvaardiging**, als van de leden van de **werkgeversafvaardiging**, aanwezig is.

13.2. De beslissingen van het beheerscomité worden getroffen bij eenparigheid van stemmen van elke **afvaardiging**.

Art. 14. Het Fonds houdt een analytische boekhouding die de financiële bewegingen toont voor de verschillende sectoren en het financieel beheer wordt tot stand gebracht door gebruik te maken van specifieke bankrekeningen. De gemeenschappelijke kosten worden proportioneel verdeeld over het aantal rechthebbenden van de maatregel tot indeling van de eindeloopbaan.

Art. 15. Elk jaar bepaalt het Fonds, voor elke activiteitensector, samen met de betrokken Minister, het bedrag van financieel overschot dat niet meer noodzakelijk blijkt voor het Fonds om zijn verplichtingen te vervullen en om het voortbestaan van het systeem te waarborgen. Dit overschot zal gestort worden aan de subsidiërende overheid van de betrokken sector (AWIPH, Franse Gemeenschap, Waalse Gewest, enz.).

Art. 16 Balans en rekeningen

De balans en de rekeningen worden afgesloten op 31 december.

Art. 17. Financiering

De financiële middelen van het Fonds bestaan uit:

- de som van de maandelijkse bijdragen van de werkgevers;
- de beleggingsinteressen, die niet zijn gerealiseerd onder de vorm van aandelen of obligaties;
- de financiële tegemoetkomingen van de publieke overheden bedoeld om de voorzieningen voor eindeloopbaan te steunen;
- de andere financiële middelen die aan het Fonds worden toegekend door of krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst.

#### HOOFDSTUK V - *Uitkeringen, rechthebbenden*

Art. 18. De **toekenningsvoorwaarden** van de tegemoetkomingen toegekend door het Sociaal Fonds in het kader van de indeling van het einde van de beroepsloopbaan van de werknemers worden vastgelegd door het beheerscomité van het Fonds.

Art. 19. De uitbetaling van de voordelen kan in geen enkel geval afhankelijk gemaakt worden van de betaling der verschuldigde bijdragen door de werkgever.

Art. 20. Controle.

1. Overeenkomstig artikel 12 van de Wet van 7 januari 1958 duidt het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap minstens een accountant aan ter controle van het beheer van het Sociaal Fonds.

2. Deze moet minstens een maal per jaar verslag uitbrengen aan het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Bovendien licht hij het Beheerscomité van het Sociaal Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

#### HOOFDSTUK V - *Ontbinding en vereffening*

Art. 21. Het Sociaal Fonds kan enkel ontbonden worden door eenparige beslissing van het paritair comité, die aanvang neemt bij het verstrijken van de tweede maand die volgt op deze waarin deze beslissing werd genomen.

Het paritair comité duidt de vereffenaars aan die zij kiest onder de leden van het beheerscomité en bepaalt hun machten.

Het comité bepaalt de bestemming van het vermogen dat in overeenstemming moet zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

De netto activa worden proportioneel toegekend aan de bedragen van de **maandelijkse** bijdragen die worden gestort door de werkgevers van iedere activiteitensector aan de subsidiërende overheid van deze sector.

#### HOOFDSTUK VI - *Slotbepalingen*

Art. 22. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2003 en is voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een **opzeggingstermijn** van zes maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen.

De termijn van zes maanden neemt aanvang vanaf de datum waarop de aangetekende brief wordt verstuurd naar de voorzitter van het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.